

## Initiatives pour la paix et les droits humains

**PROJET EWICBT - RDC**

JURISTE DE PROJET - RDC

### OFFRE D'EMPLOI

JURISTE DE PROJET

Type d'emploi	Temps plein / durée déterminée
Date de publication	01 septembre 2020
Date limite de dépôt	11 septembre 2020
Durée du contrat	12 mois (renouvelables selon la disponibilité de financement)
Nombre de poste à pourvoir	Quatre (4)
Lieu de travail	Bukavu & Goma / RDC
Envoyer la demande à	<a href="mailto:jobs@iphr-ipdh.org">jobs@iphr-ipdh.org</a>

#### 1. CONTEXTE

Initiatives pour la paix et les droits humains (iPeace) est une organisation à but non lucratif qui œuvre pour une paix durable dans la région des Grands Lacs à travers l'éducation aux droits humains et à la bonne gouvernance. iPeace est légalement enregistrée et opérationnelle en RDC, au Burundi, et au Rwanda avec pour mission de doter les communautés et les individus des connaissances et des compétences nécessaires pour construire une culture mondiale de la paix. La vision de l'organisation est de voir la région des Grands Lacs devenir un endroit où les membres de la communauté et les dirigeants travaillent ensemble en se tenant mutuellement responsables dans le respect des valeurs des droits humains et des principes de bonne gouvernance.

iPeace en partenariat avec PFTH grâce au soutien financier du ministère des Affaires étrangères du Royaume des Pays-Bas (à travers son programme régional) va mettre en œuvre le projet sur l'autonomisation des femmes dans le commerce transfrontalier informel dans la région des Grands Lacs (Empowering Women in Informal Cross-Border Trade - EWICBT). Ce projet vise à contribuer à l'autonomisation socio-économique des femmes dans le commerce transfrontalier entre la RDC et le Rwanda. Cet objectif sera atteint en améliorant leur environnement de travail et en renforçant aussi bien leurs revenus que leur bien-être social et économique. Pour ce faire, le projet repose sur l'amélioration du cadre juridique et institutionnel, l'accès aux services d'aide juridique, l'élargissement de l'accès aux services relatifs à la santé et aux droits sexuels et reproductifs et le renforcement de leur capacité entrepreneuriale et financière.

Les activités du projet seront mises en œuvre aux frontières de Goma/Rubavu et Bukavu/Rusizi pour une durée de 24 mois. C'est dans ce cadre qu'iPeace recherche des personnes qualifiées pour offrir à notre équipe un appui technique en matière d'aide légale dans la mise en œuvre du projet.

#### 2. ETENDUE DU TRAVAIL

En tant que juriste, vous aurez à travailler en étroite collaboration avec les autres membres de l'équipe d'aide légale – y compris les avocats – pour assurer que les droits des femmes impliquées dans le petit commerce transfrontalier entre la RDC et le Rwanda sont respectés au quotidien et faire rapport au coordonnateur du projet. Vos tâches comprendront la gestion des dossiers juridiques des bénéficiaires relevant de votre compétence, l'organisation des séances d'information sur les questions juridiques importantes pour les bénéficiaires, l'assistance aux bénéficiaires lorsque leurs droits sont

violés, préparation des dossiers à soumettre aux avocats et en assurer le suivi, et l'entretien de bonnes relations avec les bénéficiaires, les acteurs humanitaires et autres parties prenantes afin de soutenir la mise en œuvre et la coordination adéquates des activités du projet.

Pour réussir en tant que juriste, vous devez posséder une vaste expérience dans l'écoute, l'enregistrement et le suivi des dossiers à votre disposition et la capacité de produire des rapports fiables.

### **3. RESPONSABILITES**

- Travailler en étroite coopération avec l'équipe d'aide juridique du Projet et ainsi être en mesure de répondre aux besoins de suivi et de documentation en permanence des problèmes rencontrés par les femmes impliquées dans le commerce informel transfrontalier ;
- Ecouter et enregistrer les doléances et plaintes légitimes des femmes impliquées dans le commerce transfrontalier relatives aux tracasseries administratives, corruption, détentions illégales, confiscation de leurs marchandises, violences sexuelles et sexistes, etc. ;
- Fournir des conseils juridiques individualisés à chaque bénéficiaire qui en exprime le besoin ;
- Traiter toutes les doléances/plaintes identifiées ou soumises avec la plus grande diligence ;
- Assurer au quotidien que les femmes impliquées dans le commerce transfrontalier sont en permanence informées de leurs droits et obligations ;
- Identifier les affaires d'une gravité particulière qui méritent d'être traitées par les cours et tribunaux et les transférer à l'avocat du projet ;
- Travailler en étroite collaboration avec l'avocat du projet pour s'assurer que les affaires lui soumises avancent raisonnablement vite ;
- Fournir des sessions d'information et de formation juridiques concernant les lois, règlements et procédures relatifs au commerce transfrontalier ;
- Fournir une assistance juridique dans les démarches administratives dans lesquelles les bénéficiaires peuvent être impliquées dans l'exercice de leur commerce ;
- Fournir une aide juridique complète et un accompagnement adéquat au groupe des femmes impliquées dans le commerce informel transfrontalier qui voudrait se constituer en association ou coopérative ;
- Documenter les études de cas, les meilleurs pratiques, les *success stories*, et les leçons tirées des affaires juridiques traitées ;
- Fournir des statistiques hebdomadaires sur l'aide juridique offerte ;
- Etablir une relation de collaboration de confiance et de respect mutuel avec les agents des services publics œuvrant aux frontières ;
- Effectuer d'autres tâches confiées par le superviseur.

### **4. QUALIFICATIONS ET EXPERIENCE REQUISES**

Les qualifications et expérience ci-dessous sont exigées de tout.e candidat.e :

- Licence en droit d'une université reconnue OU un diplôme de graduat en droit avec deux ans d'expérience professionnelle dans un domaine connexe ;
- Une expérience professionnelle antérieure avec des ONG locales ou internationales sera considérée comme un avantage considérable ;
- Engagement manifeste envers les droits des femmes et la justice de genre avec une certaine expérience de travail ou de collaboration avec des organisations de défense des droits des femmes en RDC

- Une excellente connaissance du paysage administratif et judiciaire du lieu d'affectation (Goma ou Bukavu) est requise ;
- Connaissance approfondies des problèmes juridiques majeurs liés au commerce informel transfrontalier entre la RDC et le Rwanda ;
- Une grande capacité d'écoute et de tirer un problème juridique pertinent des faits racontés par un profane et/ou un analphabète
- Bonne maîtrise du français écrit et parlé ainsi que de Kiswahili ;
- Solides compétences en informatique (Word, Excel et PowerPoint) ;
- Excellentes compétences interpersonnelles et de travail d'équipe ;
- Capacité à établir et à maintenir de bonnes relations de travail dans un environnement multiethnique, multiculturel et multidisciplinaire ;
- Capacité à faire face à une charge de travail et à un stress élevés, à identifier les activités et affectations prioritaires et à ajuster les priorités au besoin ;
- Talent organisationnel distinct et style de travail structuré, autonome et axé sur les objectifs ;
- Esprit d'équipe, flexible et orienté à trouver des solutions ;
- Être disponible pour commencer immédiatement.

## 5. COMMENT POSTULER

iPeace invite les candidat.e.s qualifié.e.s pour ce poste à fournir les éléments suivants sous forme de pièce jointe **unique** en format PDF :

- (a) Une lettre de motivation d'une page
- (b) Curriculum Vitae le plus à jour mettant en évidence les qualifications clés pour l'emploi (3 pages maximum) avec deux références, de préférence les employeurs / superviseurs les plus récents (courriels et numéros de téléphone)
- (c) Copie notariée du diplôme / certificat le plus qualifié

Les candidatures doivent être envoyées par voie électronique à [jobs@iphr-ipdh.org](mailto:jobs@iphr-ipdh.org) au plus tard le **11 septembre 2020 à 17h00**, heure locale (Goma - RDC) et en mentionnant spécifiquement « **Juriste de projet** » dans l'objet ainsi que votre lieu d'affectation préférentiel. Les candidat.e.s présélectionné.e.s seront invité.e.s à un entretien. Les candidatures féminines sont très encouragées.

Les demandes téléphoniques ou électroniques ne seront pas répondues. Nous regrettons qu'en raison du grand nombre de candidatures attendues, seuls les candidat.e.s présélectionné.e.s seront contacté.e.s.

## 6. EGALITE DES CHANCES ET LUTTE CONTRE LA CORRUPTION

iPeace est fière d'être un employeur qui prône l'égalité en matière d'emploi et de chances et l'action affirmative. Nous ne faisons aucune discrimination fondée sur la race, la religion, la couleur, l'origine nationale, le sexe (y compris la grossesse, l'accouchement ou des conditions médicales connexes), l'identité de genre, l'âge, le statut d'individu handicapé ou d'autres caractéristiques légalement protégées applicables. Tout emploi est décidé en fonction des qualifications, du mérite, des compétences et des besoins en matière de résultats.

iPeace mène ses activités de manière professionnelle, avec intégrité et dans le respect des lois en vigueur. Dans le cadre de son attachement aux pratiques éthiques, iPeace ne tolère aucun acte de corruption. Aucune personne, agent ou organisation n'a été mandatée par iPeace pour recevoir, orienter ou faciliter une candidature, ni n'existe-t-il aucun frais pour soumettre, réviser ou évaluer une candidature. Toute promesse / menace de quiconque d'influencer positivement ou négativement un processus de candidature est nulle et non avenue.

Fait à Goma, le 01 septembre 2020

Elvis Mbembe Binda, PhD  
Président